

Compte rendu par Claude Latger du comité de Strasbourg du MRAP de la mobilisation en soutien aux élèves sans-abris de l'école maternelle Joséphine Baker à Schiltigheim, le 13 novembre 2025

Le collectif des parents d'élèves de l'école Joséphine Baker avait rencontré madame la Maire, Danielle Dambach, le 15 octobre 2025, pour l'alerter sur la situation d'enfants dormant à la rue dans cette école maternelle et ainsi qu'à Schiltigheim en général. Cinq familles « vivaient » dehors (pour certaines peu d'informations), avec parmi elles des malades et des enfants scolarisés dans différentes écoles de Schiltigheim, dont 2 enfants dans l'école Joséphine Baker, pour lesquels le collectif Joséphine Baker se bat.



Personne n'en parle, mais tous ces enfants vivent dehors, dans le froid, parfois la faim et des conditions d'hygiène précaires, ils ne sont pas en état de suivre une scolarité classique qui demande de l'attention et des efforts, qu'ils ont évidemment beaucoup de mal à fournir, après des nuits difficiles et écourtées. Et pourtant, ils ont soif d'apprendre et de s'intégrer. Il est intolérable qu'une telle situation perdure !

Des courriers ont été adressés par Madame Dambach, à Monsieur le Préfet ainsi qu'à la CeA, courriers restés jusqu'à ce jour sans réponse aucune.

Dès lors, Mme Dambach ainsi que le collectif de l'école Joséphine Baker, ont décidé de se mobiliser et d'organiser une conférence de presse afin que les enfants de 2 et 4 ans de cette école soient mis à l'abri avec leur famille.

Madame Danielle Dambach, Maire de Schiltigheim, 2ème Vice-présidente de l'Eurométropole de Strasbourg (Les Ecologistes), **Madame Sandrine Le Guic**, adjointe à l'Education, Petite Enfance, Julien, parent d'élève élu et deux mamans élues appartenant au collectif Joséphine Baker, dont Samira Talbi est la tête de liste, se sont retrouvés réunis autour d'une table dans la cour de l'école Joséphine Baker, pour participer à une conférence de presse et répondre aux questions des journalistes.



Dans la foule se trouvaient des parents d'élèves, des représentants de la FCPE, des associations dont le MRAP, le collectif « Pas d'enfants à la rue 67 » et tous ceux qui se sentaient concernés, par cette situation inacceptable. Laurence Winterhalter, adjointe aux Solidarités, à la Santé et au Handicap Schiltigheim (PCF) et Raphaël Rodrigues Conseiller Schiltigheim, élu indépendant étaient également présents.



Madame Dambach a pris la parole en premier.

Cette conférence de presse est une alerte, voire un cri d'alarme ! L'Etat doit respecter les principes de la République, l'hébergement d'urgence est de sa responsabilité, c'est un droit fondamental. On demande aux collectivités de le respecter.

Des courriers ont été adressés à monsieur le Préfet ainsi qu'à la CeA, qui disposerait à Schiltigheim d'un logement vacant. Aucune réponse n'est jamais parvenue, c'est un mur de silence glacial qui se dresse devant nous. La première des choses serait au moins déjà d'obtenir une réponse aux courriers envoyés !

Tout le monde fait semblant de ne pas voir ce qui se passe, de fermer les yeux sur des situations dramatiques. Où sont les valeurs de la France d'Égalité et de Fraternité ! Le droit à l'hébergement est inconditionnel, il ne dépend ni de la nationalité, de la situation administrative, pas plus que de la composition familiale.

Les hébergements d'urgence sont complètement saturés. Tous les mois des cas apparaissent dans les écoles (entre autres), il ne s'agit plus de quelques situations isolées. Il faut une réponse structurelle et organisée par l'Etat et non des solutions de fortunes au gré des bonnes volontés de chacune et de chacun. Le flot de migrants risquent peu de diminuer au vu de l'évolution des conflits armés, du dérèglement climatique dans le monde, de la pauvreté extrême dans certains pays qui entraînent de plus en plus de gens à prendre tous les risques pour rejoindre l'Europe et/ou la France. La moindre des choses serait déjà de respecter leurs droits et de les traiter avec humanité !

Ces enfants, non seulement ont du mal à se concentrer en classe, mais ne peuvent vivre dans l'insouciance qui devrait être la leur à leur âge, ils doivent parfois traduire et expliquer à leurs parents les démarches administratives à effectuer, les parents ne connaissant pas forcément la langue française et comment s'inscrire à un cours de langue quand on est dans une situation totalement précaire, sans argent, sans savoir où l'on va se retrouver du jour au lendemain. Quelle place va-t-on alors offrir à ces enfants dans notre société ? Quel sera leur avenir ?

Dès lors que l'Etat ne répond pas, à ce qui est pourtant de sa compétence !, on se retourne vers les mairies, on leur demande de se substituer à l'Etat. Mais les mairies n'en ont pas (toujours) les moyens, en particulier financier, ni les pouvoirs. C'est la solidarité des parents d'élèves qui a une fois de plus est mise à contribution, ce sont des parents d'élèves qui se sont relayés pour abriter tour à tour ces 2 familles de l'école maternelle Baker. Mais l'hébergement ne peut reposer sur la solidarité des concitoyens ! Il existe une Convention des droits de l'enfant signée par la France, mais l'Etat n'en assume pas ses engagements : en premier lieu mettre les enfants en sécurité, les nourrir et les loger. Le temps que les situations individuelles soient réglées par les préfetures, l'Etat est également tenu de fournir un logement décent aux familles. Beaucoup de familles sont venus chercher refuge en France, pas pour leur plaisir ou pour y faire du tourisme en France. Ils ne demandent pas de privilège. Ils demandent juste à être traités comme des êtres humains !

Le fait de ne pas avoir un logement retarde également toutes les procédures que ces familles souhaitent engager pour régulariser leur situation.

Madame Sandrine Le Guic a tenu à prendre la parole à propos de la tâche des enseignants dont le travail est normalement d'enseigner. Dans ces situations, ils se retrouvent à la fois infirmière, assistante sociale, psychologue, passent leur temps à contacter le 115 pour savoir si une place d'hébergement pourrait être disponible et s'épuisent à une tâche qui ne leur revient pas ! L'absence d'ATSEM, de médecins et d'infirmières scolaires ne fait que rendre la situation encore plus pénible, avec à la solde un épuisement des équipes en place. On demande à chacun des compétences extra professionnelles, pour lesquelles ils n'ont été pas formés. Les adultes référents qui pourraient détecter des situations manquent cruellement et paradoxalement de plus en plus, alors que le flot des enfants à la rue ne cesse d'augmenter. A noter, que certains petits enfants perdent des acquisitions, notamment la propreté, étant donné les conditions dans lesquelles ils sont « logés » (accessibilité aux toilettes ?)

Dans la mesure du possible, la ville de Schiltigheim prend en charge les frais de restauration pour ces enfants. Ponctuellement, ils peuvent également accéder au périscolaire pour que les parents puissent aussi souffler un peu, aller par exemple en cours de français. Car, c'est un cercle vicieux, si on n'apprend pas le français, on peut difficilement comprendre ses droits et remplir tous les papiers administratifs exigés, qui sont bien souvent compliqués à déchiffrer. La ville accueille également, dans la mesure du possible, des plus petits dans les structures de petite enfance afin qu'ils puissent bénéficier d'un repas chaud au moins une fois par jour, mais la ville de Schiltigheim ne peut se substituer à l'Etat, elle arrive au bout du bout de ses limites !

Par ailleurs, une autre difficulté est que ces familles ne souhaitent pas toujours raconter leur histoire et expliquer qu'elles se retrouvent à la rue, parce qu'elles ont honte, qu'elles ne veulent pas être « stigmatisées ». Il est donc parfois difficile de les recenser

Des représentants des parents d'élèves, qui auraient souhaité prendre la parole plus longtemps (réservée en priorité aux journalistes puisqu'il s'agissait d'une conférence de presse) ont également évoqué les différents dangers auxquels ces enfants et ces familles étaient exposés dans « la rue ».

Des membres de « Pas d'Enfant À La Rue 67 » ont interpellé madame Dambach pour lui demander, que la Ville se substitue à l'État en mettant des logements vacants lui appartenant, à disposition. Mais à priori, il n'y en aurait même plus à Schiltigheim !

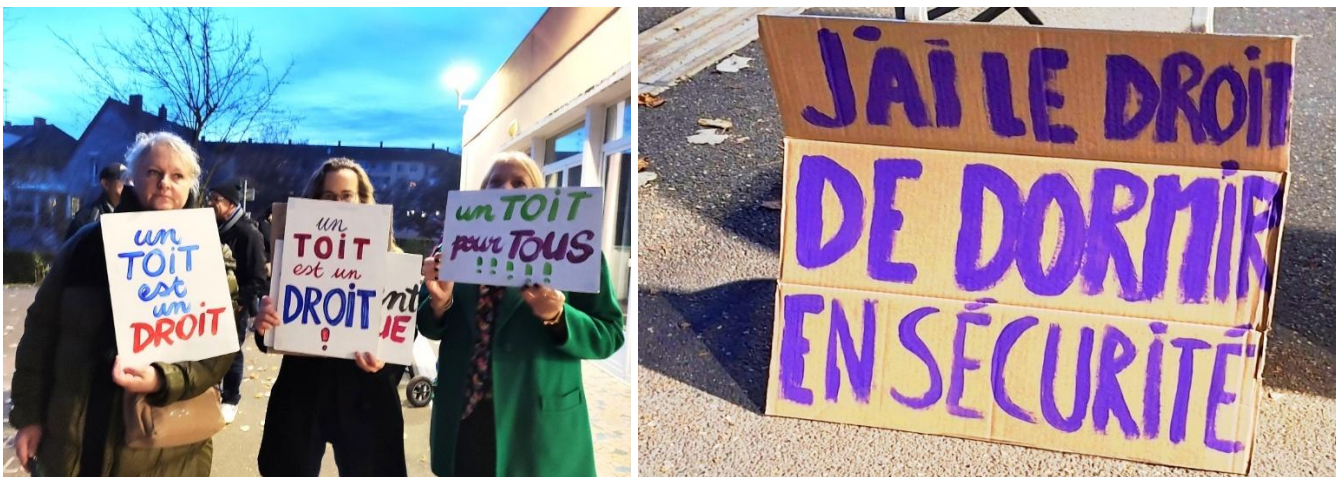
Si la situation n'évolue pas Madame la Maire se rapprochera d'associations qui s'occupent de trouver des hébergements « d'urgence/ponctuels », mais ces associations sont elles-mêmes complètement dépassées et débordées. Elle n'exclue pas de voter des subventions afin de venir en aide à ces associations.

Quant à l'ouverture d'une école, d'un gymnase voire d'une église pendant la nuit, madame la Maire aimerait une collaboration avec des associations conventionnées afin que la ville ne se retrouve pas seule face à cette situation qui demande une organisation assez rigoureuse. Madame la Maire s'est engagée à ne pas faire déloger par la police les familles qui seraient abritées dans les écoles.

Espérons qu'une solution soit rapidement trouvée, l'hiver arrive, il fait déjà bien froid et humide, des conditions climatiques qui ne vont en aucun cas s'améliorer

« Je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour trouver des solutions, cela ne sera en aucun cas facile ! » a conclu madame Dambach.

CL



<https://www.facebook.com/share/17Pd3NWvrN/> FB Pas d'enfants à la rue 67

https://www.facebook.com/story.php?story_fbid=122141570966921921&id=61577657632107&rdid=097lsgRh2rHFirzb# FB Laurence Winterhalter